



**COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONJOINT DU 16 JUILLET 2025 DE LA DYNAMIQUE MONSEIGNEUR KPODZRO (DMK), DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE (FLN), DE L'URGENCE RÉPUBLICAINE (UR), DE LA CONFÉRENCE DE LA DIASPORA TOGOLAISE (CDT) ET DU RÉSEAU CITOYEN 150 (RC 150)**

**TOGO : CIMETIERE DES DROITS DE L'HOMME ET IMPÉRATIF DU TRIOMPHE DE LA RÉVOLUTION CITOYENNE 150 (RC 150)**

La Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK), le Front de Libération Nationale (FLN), L'Urgence Républicaine (UR), la Conférence de la Diaspora Togolaise (CDT) et le Réseau Citoyen 150 (RC 150) extrêmement préoccupés par la désacralisation permanente de la vie humaine au Togo, portent à la connaissance de l'opinion nationale et internationale la détention arbitraire dans un endroit tenu secret depuis plus de 24 heures de M. Honoré Amati, Conseiller Spécial chargé de la Jeunesse et de la Citoyenneté de la DMK, et du Dr Senam Kossi Ahiablé, membre de la DMK et Responsable Régional du Réseau Citoyen 150 (RC 150).

Les deux hauts responsables de l'Ecosystème DMK ont été interpellés à Noépé, hier mardi 15 juillet 2025 après 14H GMT dans la résidence privée de M. Honoré Amati, par des éléments des forces de sécurité en civil qui ont fait effraction sans mandat d'arrêt et ont ramassé les banderoles, drapeaux de la Palestine, de l'AES et de la Russie préparés pour les manifestations citoyennes des 16 et 17 juillet 2025 sur toute l'étendue du territoire national. Conduits menottés au commissariat d'Aképe où ils ont été humiliés et torturés avec le drapeau russe enroulé au cou, ils ont été mis à la disposition le soir de la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) à Lomé au motif d'une procédure ouverte relativement aux manifestations générales pacifiques en perspective organisées par la Jeunesse togolaise d'après le retour de la Procureure de Kpalimé, territoire juridique de leur arrestation contactée par Me Gabriel Komlan mandaté pour la défense de leurs intérêts.

Une délégation de l'Ecosystème composée de Mme Akossiwa Yemey, Coordinatrice générale de L'UR et 2ème Coordinatrice générale adjointe de la DMK et du Pasteur Godwill Nyonator, 1er Coordinateur national du FLN et Président de la Commission Droits de l'Homme et Affaires Sociales de la DMK, dépêchée ce matin à la Direction centrale de la police judiciaire (DCPJ) à Lomé s'est vue signifier que les cadres de l'Ecosystème DMK ne s'y trouvent pas. Même rhétorique servie aux membres de familles arrivés après eux ce matin à la DCPJ.

La Dynamique Monseigneur Kpodzro (DMK), le Front de Libération Nationale (FLN), L'Urgence Républicaine (UR), la Conférence de la Diaspora Togolaise (CDT) et le Réseau Citoyen 150 (RC 150) rappellent opportunément que le Togo est partie prenante de nombreux instruments internationaux qui garantissent le respect des droits humains, la liberté d'expression et de manifestation également consacrés par les lois de la République. Raison pour laquelle l'Ecosystème DMK et le Gouvernement légitime du Togo en exil ont mandaté indépendamment de Me Gabriel Komlan, Me Elom Kpadé et au niveau international Me Saïd Larifou pour la défense des intérêts de ses cadres arbitrairement détenus, humiliés et torturés.



Comment interpréter l'ignominieux enroulement au cou des cadres de la DMK du drapeau russe parmi tous les drapeaux (AES, Palestine, Togo) si ce n'est un signal clair d'opposition à la ligne souverainiste de l'Ecosystème DMK et du Gouvernement légitime du Togo en exil, quant à la vassalisation incontestable du Togo au bloc anglo-sioniste incarné par les Occidentaux avec en première ligne la Françafrique ?

Aux dernières nouvelles, les deux cadres de la DMK seront déférés et présentés cet après midi au Procureur de la République avec d'autres Patriotes arrêtés dans le cadre des manifestations citoyennes des 16 et 17 juillet 2025 pour le chef d'accusation de complot contre la sûreté de l'Etat.

Les organisations signataires du présent communiqué exigent la libération immédiate et sans condition de leur deux cadres arbitrairement détenus trois semaines après la relaxation sans condition le 24 juin 2025 de M. Honoré Amati précédemment détenu, à la veille des dernières manifestations citoyennes de juin dernier, 04 jours durant au Service central de recherche et d'investigation criminelle (SCRIC); et prennent à témoin l'opinion nationale et internationale de la récurrence des persécutions dont font l'objet l'Ecosystème DMK et le Gouvernement légitime du Togo en exil depuis l'éclatante victoire électorale à l'issue de la présidentielle du 22 février 2020.

Les organisations signataires du présent communiqué exigent la libération immédiate et sans condition de tous les Patriotes arbitrairement détenus, et rappellent utilement que les persécutions des combattants de la Liberté et des Souverainistes en lutte pour la fin définitive de la dictature néocolonialiste et du système international de prédation inhumaine au Togo n'empêcheront en aucun cas l'ardeur et la détermination résolue du Souverain Peuple togolais.

Les organisations signataires du présent communiqué expriment leur vive gratitude à toutes les bonnes volontés mobilisées de par le monde aux côtés du Souverain Peuple togolais, et interpellent les organisations de défense des droits de l'homme de même que la communauté internationale à prendre la mesure de la gravité de la situation au Togo où s'impose l'obligation de protéger et une sortie de crise pacifique avant qu'il ne soit trop tard.

Le triomphe sans délai de la Révolution citoyenne est un impératif catégorique, et que l'Éternel bénisse le Togo et chacun.e de ses enfants !

**TRIOMPHONS DE LA PEUR ET EN AVANT TOUTE ENSEMBLE DANS LA VÉRITÉ QUI EST AMOUR POUR LA SOUVERAINETÉ INTÉGRALE DU TOGO (SITO) !**

**SIGNÉ LE COLLEGE DES COORDINATEURS**

- 1. M. Thomas Nsoukpoe, Coordinateur national DMK**
- 2. Dr Komlan Apl, Coordinateur national FLN**
- 3. Mme Akossiwa Yemey, Coordinatrice générale UR**
- 4. M. Rigobert Nofodji, Coordinateur international provisoire CDT**
- 5. Pasteur Emmanuel Aziatroga, Coordinateur provisoire RC 150**